

état d'insécurité s'amplifie davantage. Au fait, il est impossible pour un travailleur canadien de 45 ans de se trouver un autre emploi dans l'industrie.

J'espère que tous, ensemble, nous considérerons ce problème et que nous nous poserons la question: Pouvons-nous continuer à améliorer le système économique actuel? Pouvons-nous continuer à penser qu'il est possible d'atteindre l'emploi intégral?

Il y a des gens qui prétendent que tout le monde devrait travailler, que le plein emploi est possible. Pour ma part, je dis que si l'on a besoin du plein emploi, c'est parce que notre système économique a totalement failli à la tâche, parce que ce n'est pas la fin ni le but de notre système économique de mettre à la disposition de la population du globe, d'un pays, tous les biens, tous les services dont il est en droit de s'attendre. Mais c'est la fin de notre système économique que d'obtenir ces biens et ces services au plus bas prix possible avec un minimum d'effort. Si, dans notre évolution mécanique actuelle, nous pouvons entrevoir le jour où, de moins en moins, les hommes auront à participer à cette production, nous devons alors tourner nos regards vers un autre horizon. C'est dire que ce n'est pas la participation au travail qui est la solution. Il ne s'agit pas de travailler plus. Aujourd'hui, ce qui compte c'est de produire des professeurs d'école, car c'est ce qui manque le plus au pays.

Aujourd'hui nous avons à envisager un problème, celui des loisirs, peut-être le plus grave auquel nous ayons à faire face. Nous devons préparer la population à faire fonctionner son cerveau au lieu d'occuper ses bras, à utiliser son cerveau afin qu'il soit au service de la population.

Dans notre système de production actuel, le coût de la main-d'œuvre est une partie du coût de la production. Or le pouvoir d'achat que retire le travailleur de cette participation à la production s'est toujours avéré insuffisant pour acheter cette production.

Je sais que la philosophie du Crédit social a été refusée par un grand nombre de députés en cette Chambre, et je leur demande de considérer sincèrement le problème tel qu'il se pose. Il n'est pas question de vouloir les forcer à accepter cette philosophie, mais je les prie tout simplement d'être réalistes, de se demander si, par une planification économique, l'augmentation du nombre des usines et l'enrégimentation des employés, on se dirige vraiment vers la solution du problème qui nous confronte. Est-ce que c'est cela le problème, le manque de production?

A mon avis, nous serons bien loin de la solution du problème tant que nous considérerons que nous devons travailler pour pouvoir nous procurer toutes ces choses-là. Je sais

qu'il y a encore bien des choses que nous pourrions produire. Nos inventeurs pourront découvrir nombre d'emplois et énormément de choses que nous pourrions produire afin de relever notre niveau de vie.

Monsieur le président, le Canada fait actuellement face à une situation assez critique dans le domaine du travail. C'est la première occasion qu'a la Chambre, depuis le début de la session, de discuter profondément du problème du travail. Il y aurait beaucoup à dire, et il y aura d'autres députés qui traiteront de ce sujet en particulier. Mais, à mon avis, le problème du travail actuellement au Canada pourra trouver sa solution dans le développement de l'industrie secondaire. Si nous acceptons de continuer à vivre avec le concept économique actuel, il est clair que la seule et unique solution qui se présente est le développement de notre industrie secondaire.

De quelle façon allons-nous nous y prendre pour créer cette industrie secondaire qui, à toutes fins pratiques, n'existe pas au Canada? Allons-nous l'instituer en comptant uniquement sur l'initiative de l'entreprise privée? Ou allons-nous la créer en nous adonnant à une planification d'État, dans laquelle le gouvernement s'ingérera comme créateur et dirigera lui-même?

Il y a certainement une formule de compromis et je suis d'avis que des hommes de bonne volonté peuvent l'étayer, l'élaborer et la réaliser.

A défaut de concevoir ce travail sur une autre base, une autre philosophie que celle que nous, de ce coin-ci de la Chambre, préconisons, je suis d'avis que le gouvernement devra, de concert avec toutes les classes et les différents organismes qui composent la société, voir à ce que notre industrie secondaire prenne de l'expansion. Il devra, par exemple, voir à scruter bien profondément tous les items de nos importations en provenance de tous les pays du monde. Il devra s'appliquer à encourager, à initier, je dirais même à suggérer, dans certains cas, ce que notre industrie secondaire devra produire.

Je reconnais que le gouvernement a fait des efforts dans ce sens, et je dois plus particulièrement féliciter l'honorable ministre du Commerce (M. Hees) pour les efforts dont il a fait preuve en la matière. Je sais que certaines initiatives qu'il a prises sont très louables et qu'elles nous permettent d'espérer certaines solutions. Je déplore toutefois le fait que certains industriels ne se soient pas suffisamment intéressés à ces conférences auxquelles ils avaient été invités à participer par l'honorable ministre du Commerce. D'autres conférences analogues ont été tenues dans d'autres provinces du Canada, et je